

suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-13 dudit code.

Chapitre III - Parkings ouverts au public

Section I - Taux du crédit d'impôt

Art. 7.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Section II - Obligations spécifiques liées à l'exploitation du programme

Art. 8.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-23 dudit code.

Chapitre IV - Dispositions communes au secteur des services

Art. 9.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 10.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée aux articles LP. 925-4, LP. 925-13 et LP. 925-23 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 11.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 759 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans les autres secteurs d'activités éligibles.

NOR : SCD9901176AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Autres constructions immobilières

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Article 1er.— Les programmes d'investissement présentés dans le domaine des autres constructions immobilières aux fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre Ier de la troisième partie du code des impôts, ne sont pas éligibles audit régime lorsqu'ils consistent en des investissements destinés à l'exercice des activités de conseil ou d'expertise (juridique et comptable, ingénierie, publicité), de banque, de finance et d'assurance.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 2.— La base d'investissement éligible comprend les coûts de la construction à l'exclusion de tout équipement ou agencement mobilier.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 3.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 4.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix de vente ou de location qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue du régime des investissements indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des produits issus des investissements aidés.

Art. 5.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement conformément à la nature d'activité dont ce programme relève.

Art. 6.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-3 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 7.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-3 dudit code.

Chapitre II - Culture

Section I - Taux du crédit d'impôt

Art. 8.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Section II - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 9.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement.

Art. 10.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-13 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 11.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-13 dudit code.

Chapitre III - Etablissements de santé privé

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 12.— Les programmes d'investissements présentés au titre des établissements de santé privé aux fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre I de la troisième partie du code des impôts, doivent répondre aux conditions de l'organisation et des autorisations sanitaires définies par la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 13.— La base d'investissement éligible comprend les coûts nécessaires à la construction et à l'acquisition et l'installation des équipements médico-techniques décrits dans l'autorisation sanitaire délivrée à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou à l'entreprise exploitante.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 14.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 40 % de cette quote-part.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 15.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé et notamment celles relevant de la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Art. 16.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-23 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 17.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-23 dudit code.

Art. 18.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale

11 Juin 2009

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

2529

et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 760 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'environnement.

NOR : SCD0901125AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Energies renouvelables

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Article 1er.— Les programmes d'investissement présentés en matière d'énergies renouvelables, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements destinés à produire des énergies renouvelables à partir des énergies solaire, éolienne, hydraulique et géothermique ou des énergies tirées de la mer, de la biomasse et des déchets.

Ces programmes peuvent également consister en la fabrication ou en la construction en Polynésie française d'appareils faisant appel aux énergies renouvelables ou permettant des économies d'énergies fossiles, ainsi que d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités prévues au présent article.

Art. 2.— Pour les programmes d'investissement consistant spécifiquement en la production d'énergie hydroélectrique dans les vallées, l'agrément est subordonné à ce que les investissements ne portent pas une atteinte irréversible à la faune, à la flore et au biotope et que le

programme prévoit un plan de sauvegarde des vallées concernées.

Art. 3.— Lorsque le programme d'investissement est présenté en plusieurs tranches de réalisation, chaque tranche doit être réalisée dans un délai n'excédant pas une année. L'ensemble des tranches composant le programme doit en tout état de cause être réalisé dans le délai maximum prévu à l'article LP. 915-3 du code des impôts.

En outre, chaque tranche doit répondre isolément à la condition de seuil fixée à l'article LP. 926-2 du code des impôts. En cas de seuils différenciés tenant à une pluralité de lieux de réalisation du programme d'investissement, le montant de chaque tranche doit être au moins égal à 15 000 000 F CFP.

Art. 4.— Les utilisateurs ou bénéficiaires des matériels ou équipements visés à l'article 1er peuvent être des particuliers ou des entreprises.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 5.— La base d'investissement éligible comprend les coûts d'installation et de montage des investissements aidés.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 6.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Le taux visé au premier alinéa est ramené 35 % lorsque le programme d'investissement consiste en la production d'énergie hydroélectrique dans les vallées.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 7.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix.

Art. 8.— L'attestation d'achèvement du programme d'investissement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts doit être certifiée par le service de l'énergie et des mines préalablement à sa transmission au service des contributions.

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 précité, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 9.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.